



# Le Bonnet Rouge

## Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Drouot (Paris 9°) — Téléph. : CENTRAL 69-70

REDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2°) — Téléph. CENTRAL 80-82

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

### Le Moteur

Prenez cent lecteurs de *La Croix*, cent lecteurs de *l'Echo de Paris*, cent lecteurs de *La Liberté*, cent lecteurs — si elle les a — de *La Libre Parole* et cent lecteurs du *Figaro*. Ajoutez à ce premier groupe un nombre égal d'admirateurs de Léon Daudet. Je ne dis pas que vous aurez ainsi mille imbéciles ; mais vous aurez à coup sûr réuni — sauf exception — ce qui constitue l'opinion bien pensante de ce pays.

Demandez à ces mille bipèdes quels sont les responsables de notre état d'impréparation militaire avant la déclaration de guerre.

Les mille bipèdes n'auront qu'un cri : les parlementaires !

Chacun d'eux vous démontrera clairement la prose de Charles Maurras que notre péurie de matériel au début des hostilités et toutes les imperfections relevées alors sont le fait du Parlement.

Ne tentez pas une démonstration contraire. Ce serait peine perdue. La légende est irrémédiablement ancrée dans tous les esprits, tous les Capus, tous les Maurras, tous les Beauquier de la chrétienté se chargent, d'ailleurs, à merveille de la maintenir vivace au cœur des « bons Français ».

Des républicains, nous-mêmes, ont trouvé que le Parlement n'avait jamais failli à son devoir, que la Chambre a toujours accordé les crédits sollicités par l'administration militaire, qu'elle a même voté plus qu'il n'a été employé, que son patriotisme, sa vigilance, ses initiatives, se sont au contraire souvent heurtées à ce que M. Maurras appelle les « services compétents », que les préjugés, la routine bureaucratique, ont maintes fois annihilé la bonne volonté et les efforts du Parlement.

N'a injurié ces républicains.

Il s'est trouvé des hommes assez braves pour oser que l'effacement du Parlement au début de la guerre avait entraîné les pires catastrophes pour la nation, que l'action parlementaire, avec sa double fonction de contrôle et d'impulsion, était aussi nécessaire à la bonne conduite de la guerre que la direction même des opérations sur le champ de bataille.

On les a bafoués, ridiculisés, vilipendés.

Hier, pourtant, un homme est venu qui a porté un coup décisif à la légende. Cet homme est M. Klotz, président de la Commission du Budget. M. Klotz est un républicain, certes. Mais ce n'est pas manquer de déférence à son égard que dire qu'il appartient à la catégorie des républicains modérés, ceux que les aristocrates du *Figaro* et du *Gaulois* veulent bien ne pas considérer comme des énergumènes ou des traitres. Il fut ministre de M. Barthe, de M. Briand et de M. Poincaré. Je crois même qu'il est arrivé à mes amis et à moi d'être particulièrement sévères à son endroit. M. Klotz n'est donc pas suspect.

Lisez son discours, lisez-le en entier dans *l'Officiel*, les quelques extraits que le *Bonnet Rouge* en reproduit n'en donnant qu'une idée tout à fait imparfaite. Lisez cette admirable démonstration, faite exclusivement de chiffres et de faits, et dites-moi si M. Klotz n'a pas eu raison de résumer sa pensée par cette phrase qui restera comme un article de foi :

« Messieurs, il est désormais impossible de continuer à prétendre que la Chambre a été un frein ; la Chambre, chaque fois que l'intérêt de la Défense Nationale était engagé, a été — et elle restera — un moteur ».

Miguel ALMEREYDA

P.-S. — M. Maurras se défie. C'est, d'ailleurs, sa coutume. Quand M. Maurras croit avoir raison, il vous assomme de trois colonnes de sophismes. Quand une question l'embarasse, il ôte le débat. Revoyez-vous le discours de M. Klotz.

DEMAIN

3 PAGES

### Les faits

Le président de la commission du budget. — Mais, me direz-vous, soit ! Le Chambre a accordé ce qui lui était demandé. Mais où est son mérite ? Pouva-t-elle faire autrement ? Quelle responsabilité eût-elle encourue, si elle n'avait pas accordé les sommes réclamées pour la mise en état de défense du territoire ?

Vous auriez raison si la Chambre avait borné à son action. Or, je peux affirmer que, si on lui avait demandé des sommes plus importantes pour des besoins réels, elle les aurait généralement mises à la disposition du gouvernement.

M. Lucien Millevoye. — C'est très vrai.

M. le président de la commission du budget. — Les crédits consentis au ministère de la guerre n'ont pas été entièrement utilisés. Alors que non seulement le ministre des finances, mais le Parlement avaient accordé à cette administration les sommes qui lui paraissent nécessaires, les annulations, par rapport aux crédits définitivement votés, sont, non plus de 17 millions ou de 17 millions, mais de 57 millions, c'est-à-dire de 3.30 p. 100.

M. Hérisson. — C'est qu'elle a jugé qu'on avait accordé trop.

M. Frédéric Brunet. — Non, c'est parce que l'administration de la guerre n'a pas pu dépenser.

M. le président de la commission du budget. — Oui, — et il est intéressant de dé-

velopper cette idée — les moyens industriels n'ont pas été suffisants pour employer, au cours des années, les crédits mis par le Parlement à la disposition de l'administration de la guerre.

M. le président de la commission du budget. — Car, — et ce fut la règle à partir de ce moment-là à la commission du budget — les crédits de la troisième section ne devaient jamais être diminués ; ils pouvaient seulement être augmentés. Cette règle a toujours été suivie, et nous nous félicitons aujourd'hui de l'avoir conçue et appliquée. (Très bien ! très bien !)

Ces faits ne sont pas connus, même quelquefois de tous les députés. Pourquoi ? Parce que — et je dois en hommage à mes collègues de la commission du budget — parce que le secret a été scrupuleusement gardé. Mes collègues en avaient le devoir ; mais lorsqu'on essaie de faire retomber sur eux des responsabilités qu'ils n'ont pas, je romps le silence pour eux et j'estime qu'un hommage public doit leur être décerné. (Vifs applaudissements.)

M. le président de la commission du budget. — Je n'hésiterai pas, maintenant, à rappeler que, fidèle à sa tradition constante, la commission du budget, aussi pendant la guerre, n'a pas hésité à inscrire des crédits d'office ou à relever les crédits qui lui étaient demandés, notamment pour les fusils, les boucliers, les fusées de signaux, les pioletés signaux, les tubes de recharge de 120 long, de 155 court, de 155 long, les plate-formes de 340, les canons de 14 modèle 1910, les champs d'affût de 14 (modèle 91), les mortiers de 280, le stock d'acier, les munitions de 65, la fabrication des poudres pour les obs de 820 et 340, les obs de 340 et de 400, l'artillerie de tranchée, les engins de protection contre les gaz asphyxiants, les camions, l'aviation, l'automobile, etc. Je ne puis fournir actuellement de détails ; ce n'est pas le lieu. Plus tard, tout sera publié ; vous savez, dès aujourd'hui, que d'heureuses initiatives ont été prises par des inscriptions d'office ou par le relèvement de crédits proposés.

### Conclusion

M. le Président de la Commission du Budget. — Il faut en finir avec cette légende d'une Chambre peu soucieuse de son devoir. (Vifs applaudissements.)

(Extraits du discours prononcé à la Chambre par M. Klotz, président de la Commission du Budget, au cours de la séance d'hier.)

### AUX HALLES

Les arrivages comportaient, ce matin, 31.000 kilos de volaille et 44.000 kilos de viande. 200 personnes sont venues s'approvisionner à la vente au détail.

La viande, essence 1.100 kilos de volaille et 900 kilos de poisson.

### Bourse de Paris

DU MERCREDI 19 JUILLET 1916

Le marché n'offre toujours qu'une animation très relative.

La Rente Française 3 0/0 et la Banque de France progressent.

Les industrielles russes sont recherchées, quelques réalisations se produisent parmi les cuprifères, les mines d'or et les valeurs diamantifères.

Fonds d'Etat : Français 3 0/0, 64,60 ; 5 0/0, 90,50.

### Informations

Le premier convoi de la troisième période d'échanges d'internes, comprenant 120 Français, est arrivé à la frontière suisse, hier matin, à 9 heures.

### CEUX QUI S'EN VONT

Un Ami : Marcel Olin

On a tant d'amis, d'être chers, qui sont au front, que notre affection se reporte sur tous, en bloc, et qu'on arrive parfois à oublier l'un d'eux.

C'est le cas pour Marcel Olin. Subitement, il me fait sentir combien il m'était cher.

Ce matin, j'apprends qu'il vient d'être tué d'un éclat d'obus à la tête, au cours d'une attaque à la baïonnette.

C'était comme mon François Villon idéalisé dans le modernisme du 20<sup>e</sup> siècle.

Il débuta au théâtre, joua ici et là, sans jamais s'attacher à une scène, délaissant les répétitions pour écouter une conférence de Laurent Tailhade, suivre une causerie de Sébastien Faure ou manifester dans un monde ses sentiments antimilitaristes.

Quelques mois avant la guerre, il avait épousé une camarade de théâtre, Sylvette Filacier. Et le mariage avait assés le bohème. Il échappait, pour l'instant, des jours de travail, de bonheur. Mon pauvre Olin, que tu es bien fait de rire !

Et toi, au Bonnet Rouge, où, tous, nous le commissions depuis notre directeur, qui rit avec lui des heures et l'idée transportée, nous éprouvons une douleur tenace qui nous contracte atrocement la gorge.

A vous, petite Sylvette Filacier, nous adressons nos condoléances amies. Puissez-elles adoucir un peu votre deuil.

Marcel SERANO.

### Grand Concours des Lois Sociales

Organisé par le "BONNET ROUGE"

5.000 francs de prix en espèces

NOMBREUX PRIX EN NATURE

## LA GUERRE

### L'Offensive Anglaise sur la Somme

#### Nuit calme sur le front français

### Communiqué officiel

19 Juillet — 15 heures

Nuit calme sur la plus grande partie du front. Deux coups de main dirigés par l'ennemi sur nos petits postes, l'un dans la région de Paschenal (Belgique), l'autre au nord de l'Aisne vers Patisy, ont échoué sous nos feux.

Sur la rive droite de la Meuse, la lutte d'artillerie se maintient très vive dans le secteur de Fleury. Nous avons marqué quelques progrès à la grenade près de la Chapelle-Sainte-Fine.

Erratum au communiqué français du 18 juillet, 23 heures. — Lire : Nous avons chassé les Allemands de quelques maisons, au lieu de : Les Allemands des quelques maisons.

### L'Offensive Anglaise

ACTIVITE DE L'ARTILLERIE ANGLAISE

London, 19 juillet. — Le correspondant de l'Agence Reuter sur le front britannique télégraphie :

« L'offensive britannique commence entre... »

### CENSURE A PARIS

Le correspondant ajoute :

« Sur tout le long des... »

« Les canons grondent sans arrêt, coupant les fils barbelés et démolissant de fond en comble les travaux de défenses organisés par l'ennemi. L'armée britannique, tout entière, ne laisse aucun répit aux « boches ». Ils devront ou s'en aller ou être tués. »

## Le Grenier menacé

Censuré

Elle ne peut plus compter sur une nouvelle offensive.

On voit jusqu'à quel point les calculs de l'Etat-Major allemand ont été contrariés.

Voilà les Russes en Hongrie. L'événement est d'importance, surtout à la veille de la moisson. Il est certain que les Allemands ont tout fait pour sauver une fois encore le grenier des empires centraux ; mais pour-ont-ils parer à tous les périls à la fois, et en empêchant les Russes de menacer les récoltes qui leur sont nécessaires, réussissant à faire ailleurs le mouvement qui seul pourrait rompre l'équilibre en leur faveur ? Car l'Allemagne, — et c'est la caractéristique de cette guerre, ne peut pas rester simplement sur la défensive. Elle doit s'efforcer constamment d'obtenir, sinon la décision (dans cette guerre, il n'est pas une décision) du moins des résultats assez sérieux pour démolir ses ennemis et rompre un de leurs fronts.

### La Censure

ayant, par ses suppressions, défiguré le texte, l'auteur a préféré supprimer le passage en entier

GENERAL N...

### SUR LE FRONT ORIENTAL

## Les derniers succès russes

La retraite des armées du général Linsingen, à l'Ouest de Loutsk se confirme, et l'armée autrichienne, tenue en réserve derrière l'armée allemande, suit en toute hâte le mouvement. Cette retraite entraînerait celle de l'armée du général Bothner, en Galicie, dont la gauche est découverte par le mouvement de l'armée Linsingen. Le haut commandement allemand explique sa retraite par la nécessité de raccourcir son front de défense, et prétend qu'il a traversé la Lipa sans avoir été inquiété.

Le communiqué russe signale que nos alliés ont balayé leurs ennemis sur toute la rive gauche de la Basse Lipa et les ont refoulés à une certaine distance au delà de la rivière, et des villages de Zvimatich et de Krassof. Les Austro-Allemands abandonnent, dans leur mouvement de retrait, une quantité de matériel de guerre, indiquant, par son abandon, qu'ils se replient avec la plus grande hâte, et les prisonniers faits par nos alliés témoignent, par la diversité de leurs uniformes, le mélange extraordinaire de leurs formations.

Au Caucase, les troupes du grand-duc Nicolas continuent à remporter de nombreux succès, délogeant leurs ennemis de positions très fortes et leur enlevant une grande quantité d'armes. Ils ont capturé, dans la région du Taurus, une compagnie turque qui s'est rendue tout entière.

### COMMUNIQUE OFFICIEL

Petrograd, 19 juillet. — Communiqué du soir du grand Etat-major :

### FRONT DU CAUCASE

Nos escadrons de Plastouny qui avancent avec impétuosité ont fait prisonniers 34 officiers turcs et 608 Askaris ; ils ont pris 2 mitrailleuses.

Des renseignements complémentaires mentionnent que le drapeau turc enlevé lors du combat près de Babourt, le fut par une ordonnance montée d'un de nos rég-

chland d'envoyer à Berlin une dépêche par télégraphie sans fil.

...ET ECHAPPER AUX NAVIRES ALLIES

London, 18 juillet. — On mande de Washington aux Daily News :

Le Deutschland quittera Baltimore ce soir mardi.

L'équipage a déclaré que le sous-marin attendra peut-être un jour ou deux au cap de Virginie, afin de saisir l'occasion de sortir sans se heurter aux navires alliés.

### PAITES VOS JEUX !

New-York, 18 juillet. — On discute avec animation les chances qu'a le « Deutschland » de retourner sans encombre à son point de départ. Le commandant du sous-marin ne doute pas un instant du succès de l'entreprise ; les milieux officiels manifestent, par contre, une grande réserve.

Les germanophiles déclarent hautement que cent sous-marins pourraient aisément entrer dans le port de New-York sans crainte d'être aperçus. De nombreux Anglophiles, qui sont d'un avis contraire, se sont empressés de donner leurs instructions à un courtier pour qu'il accepte, jusqu'à concurrence de 5.000 livres sterling, et à 50 cent 1 tous les paris que les Allemands voudront tenir sur le retour à bon port du fameux bâtiment.

Dans Wall street et Broadway, des paris sont faits, mais jusqu'à présent les germanophiles se sont prudemment tenus à l'écart et montrent peu d'empressement à risquer leur argent. — (Radio.)

### En Espagne

SANCTIONS CONTRE LES GREVISTES

Madrid, 19 juillet. — Hier soir, le président du conseil a réuni les conseillers de la Compagnie du Nord, en présence des ministres des travaux publics et de l'intérieur. Les représentants de la Compagnie ont décidé d'accueillir toutes les demandes d'admission que feraient les employés.

La Compagnie a fait connaître qu'elle considérait comme démissionnaires ceux d'entre eux qui ne se présenteraient pas avant le 20 juillet à minuit.

### Escarmouches en Macédoine

Salonique, 18 juillet. — Des engagements quotidiens ont lieu entre les troupes bulgares et les insurgés macedoniens, appuyés par des déserteurs de la province d'Ohrida.

On apprend que le 10 juillet une rencontre sanglante eut lieu entre les insurgés et les Bulgares dans la forêt s'étendant de Gopché à Kojievo. Les insurgés essuyèrent les Bulgares à coups de grenades, et purent échapper aux troupes régulières ; celles-ci laissèrent de nombreux morts sur le terrain, et emportèrent quelques blessés.

Le général est complet sur le reste du front de Salonique. — (Radio.)

### Une cérémonie en l'honneur de Jaurès

Bordeaux, 18 juillet. — Le groupe « Jean Jaurès » du parti socialiste, avait organisé, ce soir, à l'Alcazar, une réunion pour l'inauguration d'un buste de Jean Jaurès et au profit des soupes populaires.

Le buste de Jaurès se trouvait sur la scène, entouré de drapeaux et de plantes vertes.

M. Camelle, député de Bordeaux, président, et M. Pélissier, député de Bordeaux, MM. Marcel Cachin, député de Paris, et Léon Juhau, secrétaire de la C. G. T.

M. Cachin a fait un vibrant éloge de Jaurès.

« C'est un malheur, a-t-il dit, qu'il ne soit plus au milieu de nous, car c'est été pour l'humanité un génie et une lumière ».

L'orateur a fait l'éloge de la conduite des socialistes qui ont accepté la participation au gouvernement de défense nationale, notamment de M. Albert Thomas, qui a intensifié la production des munitions. « La classe ouvrière a contribué pour une large part au salut de la Patrie et, après la victoire, qui est certaine, elle se présentera avec un double certificat de civisme et aura droit à l'obtention de ses justes revendications. »

M. Léon Juhau a fait, à son tour, un vil éloge de Jaurès : « Le plus bel hommage que l'on puisse lui rendre est de continuer l'œuvre qu'il avait commencée. Demain, sera fait de ce que nous aurons préparé. Travaillons donc pour arriver à notre idéal de revendications, que la guerre terminée la classe ouvrière devra obtenir. »

Les orateurs ont été chaleureusement applaudis par une nombreuse assistance.

### LA QUESTION DES LOYERS

## La Comparaison des textes

Le Sénat abordera, la semaine prochaine, la discussion de la loi sur les loyers. M. Henry Chéron essaiera d'obtenir le vote du texte élaboré par la commission, dont il est le rapporteur, en quelques séances.

Pour bien le faire comprendre, nous des articles adaptés par la Chambre et mettons en face l'un de l'autre, le texte des articles adoptés par le Sénat et ceux proposés au Sénat : les locataires jugeront.

### TEXTE DE LA CHAMBRE

ART. 14.

Sauf la faculté réservée au propriétaire d'admettre la preuve contraire devant la Commission arbitrale, sont présumés remplir les conditions fixées par l'article 12 et, comme tels, totalement exonérés du paiement de leurs loyers échus ou à échoir, pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation, les locataires mobilisés, privés, par suite de cette mobilisation, de leur traitement ou salaire habituel, ne recevant pas une solde égale ou supérieure au dit traitement ou salaire, pourvu qu'ils occupent des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories suivantes :

1. A Paris, dans le département de la Seine et dans les communes de Sevres, Meudon et Saint-Cloud en Seine-et-Oise ;

Locaux d'un loyer inférieur ou égal à 400 francs, si le locataire est célibataire ; à 500 francs, s'il est marié sans enfants ; à 600 francs s'il a une ou plusieurs personnes à sa charge, conformément aux articles 12 et 13 de la loi du 15 juillet 1914 ;

### TEXTE DU SENAT

ART. 15 (Art. 14 ancien).

Sont présumés remplir les conditions fixées par l'article 13 et comme tels totalement exonérés du paiement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus ou à échoir, pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation, les locataires mobilisés, privés, par suite de cette mobilisation, de leur traitement ou salaire habituel, ne recevant pas une solde égale ou supérieure au dit traitement ou salaire, pourvu qu'ils occupent des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories suivantes :

1. A Paris et dans le département de la Seine

Locaux d'un loyer inférieur ou égal à 400 francs, si le locataire est célibataire ; à 500 francs s'il est marié sans enfants ; à 600 francs s'il est marié.

